

Les institutions culturelles participent-elles à retarder la fin du monde* ?

Par ce titre un peu provocateur, je me réfère à un recueil de 3 conférences prononcées par Ailton Krenak, activistes amérindien du Brésil. Ce texte a été publié début de l'année 2022 et son titre fut donné par son auteur comme une blague, une boutade lors d'une présentation qu'il devait faire à l'université de Brasilia, pensant qu'il n'y aurait personne. Avec pas mal d'ironie, Krenak raconte une histoire qui a eu lieu et qui est celle de son monde, celui qui a été anéanti par l'arrivée des blancs, il décrit très simplement le saccage d'un mode de vie. Ce faisant, en décrivant l'histoire de la destruction des peuples autochtones, il renvoie à celle dont nous sommes les moteurs en ce moment, celle bien connue du réchauffement climatique, de l'anthropocène et du capitalocène.

Il nous parle d'une fin du monde qui va nous arriver comme si une boucle s'enroulait dans une boucle, de destruction en destruction. A l'inverse de notre vision du monde où les notions de contrôle, maîtrise, de développement, d'innovation priment, il en dessine un autre, bien plus accueillant, où l'expérience des malheurs passés est bien présente mais où la mémoire a été préservée. Aussi, tous les germes d'une réparation et d'une reconstruction sont là. Au fond, il parle d'expérience, ce qui nous attend puisque cela a déjà été vécu, a déjà eu lieu. Quand il parle de capitalocène on comprend tout de suite qu'il sait mieux que nous (occidentaux) ce que cela signifie.

Invitée à dire quelques mots en guise de prologue à ce séminaire réunissant les acteurs et actrices du secteur culturel du Luxembourg, je voulais revenir sur ces quelques mots d'Ailton Krenak dont l'objet n'ai pas de relativiser la fin de notre monde, mais de pointer la nécessité d'en finir avec notre façon de le penser. Si les questions de décarbonisation et de développement durable sont au coeur de vos sujets aujourd'hui la question que nous pose Krenak : que s'agit-il de faire durer ? A quoi tenons-nous vraiment ? Sur quels repères souhaitons-nous faire civilisation ?

Cette question est d'autant plus d'actualité que vous l'aurez remarqué, depuis quelques mois de jeunes militants écologistes prennent pour cibles des chefs-d'œuvre de la peinture occidentales dans nos musées. De Londres à Melbourne en passant par Florence et la semaine dernière Paris des collectifs aux noms sans équivoque – Just Stop Oil, Extinction Rebellion, Ultima Generazione conduisent de nouvelles formes d'actions très spectaculaires qui visent à alerter l'opinion sur le désastre écologique.

Comment opèrent-ils ? Ils s'introduisent dans de prestigieux musées : de type National Gallery ou Galerie des Offices , ils s'approchent des tableaux mondialement connus : *Les Tournesols* de Van Gogh, *Les Meules* de Monet ou le *Printemps* de Botticelli pour les asperger de substances alimentaires peu ragoûtantes : soupe, sauce tomate. Puis ils viennent coller leurs mains au sens propre du terme sur le cadre ou la vitre qui les protègent ou encore le mur et déclament des textes qui tiennent à la fois de la justification et du manifeste. Ces textes visent à éveiller les consciences en mettant en regard les valeurs respectives de l'œuvre et de la vie sur Terre.

L'usage de la colle est une caractéristique commune issue des luttes activistes non-violentes. Cette technique leur permet de gagner du temps dans la mesure où les personnels de sécurité ne tentent pas immédiatement de « décoller » les militants de peur d'arracher ou d'abîmer les œuvres. Ce qui leur laisse un petit temps pour faire leur déclaration et poser pour les images qui serviront à la diffusion immédiate via les réseaux sociaux. La vitesse de propagation des images, enregistrées par les militants eux-mêmes est considérable et l'effet médiatique est atteint de manière quasi immédiate. Ces gestes choquent, scandalisent, amusent et ne laissent pas indifférents. Ils atteignent ainsi un nouveau public préoccupé par la crise environnementale ou en voie de l'être.

Ces actions visent, au-delà du seul tableau, un écosystème et un ensemble de pratiques culturelles à forte empreinte carbone. On pensera aux dispositifs croisés de prévention, de conservation, de sécurité extrêmement onéreux mis en place autour des dites œuvres. En fait les musées où ces chef d'œuvres sont présentées nous renvoient l'image idéale de ce que devrait être notre rapport à la Terre aujourd'hui nous disent ces militants : soin, attention, vigilance.

Ce que nous disent aussi ces actions, c'est qu'il n'est plus possible de se contenter de contempler « la nature » peinte ou feinte. Les humains doivent aujourd'hui considérer la nature dans sa réalité

catastrophique et non seulement contemplative. Par ailleurs, s'en prendre aux musées a un effet bien plus considérable que s'en prendre aux jets privés. Deux militants sans budget peuvent ainsi se faire entendre avec des millions de vue et susciter des milliers d'articles et de réactions diverses.

Autre remarque, ces actions s'adressent à un public éduqué, celui qui fréquente les lieux culturels ceux-là même qui pourrait être des électeurs des partis écologistes. Ceux et celles-là même qui sont parfois en contradiction avec leur vote dans leur mode de vie, de consommation, de loisirs, de voyages.

Enfin, on sait que ces classes supérieures CSP+ auxquelles s'adressent ces actions sont bien plus polluantes que les classes moins aisées puisqu'on pollue à hauteur de leurs moyens et non l'inverse (comme les détracteurs de gilets jaunes en France ont bien voulu nous le faire croire). Est-ce que les placements bancaires de ces CSP+ ne vont-ils pas majoritairement vers le financement des énergies fossiles (et ceci pas nécessairement en connaissance de cause) ?

En complément d'analyse, et je reprendrais les commentaires du directeur des arts déco à Paris, Emmanuel Tibloux, qui relève plusieurs points communs entre les œuvres visées.

- Il s'agit dans la plupart d'entre elles de paysage de campagne cultivée (*La Charrette de foin* de Constable, *Les Meules* de Monet, *Pêcheurs en fleurs* de Van Gogh), d'allégorie de la fertilité (*Le Printemps* de Botticelli) ou de nature morte (*Les Tournesols* de Van Gogh). Il faut noter que la grande majorité des tableaux concernés sont des représentations de la nature et, plus précisément, de sa mise en culture et de sa prodigalité.

- Un autre point commun à la plupart des toiles prises pour cibles c'est qu'elles datent toutes du XIX^e siècle. Siècle de la révolution industrielle, au cours duquel la société bascule d'un modèle agraire et artisanal à un modèle industriel et commercial. C'est aussi le siècle de l'aboutissement triomphal d'une société patriarcale et coloniale.

Il conclut que c'est une demande de *réparation* que ces jeunes activistes nous adressent aujourd'hui. Ces derniers nous invitent à nous souvenir que la culture est originellement une métaphore agricole, qu'elle est indissociable du souci de la terre : pas de culture sans écologie, nous disent-ils, ni d'art plus urgent que de vivre.

Au-delà des formes de l'action, c'est à la dimension même de la performance qu'il faut enfin prêter attention. Il faut entendre par là le passage à l'acte, qui est la grande limite à laquelle se heurtent constamment les bonnes intentions écologiques. Nous sommes de plus en plus nombreux à parler d'urgence et de crise lors de symposiums et de conférences, comme aujourd'hui sans nécessairement passer à l'action.

Or le passage à l'action de ces activistes portent une puissance d'effraction qui vient rappeler les musées et plus largement les acteurs de la culture à leurs réalités. Ces derniers ont d'ailleurs tendance à vouloir neutraliser les actions, en communiquant exclusivement sur le fait que l'œuvre sera aussitôt rattachée. C'est une façon de rappeler le régime mortifère du *business as usual* et d'éviter de se saisir de rebondir sur la part de vérité révélée.

D'ailleurs le 9 novembre, pendant la tenue de la COP27 en Égypte, les dirigeant.e.s de 92 musées ont publié une déclaration commune en réaction à ces actions pour alerter sur la fragilité des œuvres d'art que sous-estimeraient largement les militant.e.s. Quelques jours plus tard, le Conseil international des musées (ICOM), a pris une position plus consensuelle, reconnaissant ces inquiétudes de conservation mais affirmant son souhait « que les musées soient considérés comme des alliés face à la menace commune du changement climatique. » Cette déclaration a intégré l'idée que les activistes ne tentent pas d'opposer culture et militantisme, mais d'entraîner dans un même mouvement l'ensemble de la société. Dans cette atmosphère tendue, l'ICOM s'interroge désormais avec lucidité sur le rôle que les musées ont à jouer « dans le façonnage et la création d'un avenir durable. »

Cette réaction de l'ICOM est signifiante dans le sens où l'un des enjeux des actions de résistance civile est d'obliger différents acteurs sociaux et institutions à se positionner. En l'occurrence, bien qu'elle ne les encourage pas, le fait que la seule organisation de professionnel.le.s de musées à

l'échelle internationale ne se prononce pas en défaveur de ces actions, et ce malgré leur illégalité, est notable. Il sera intéressant de voir comment réagira la justice dans les pays concernés, qui sera aussi forcée, en cas de poursuites judiciaires, de prendre position sur la légitimité de ces opérations.

Quelles sont les conséquences de ces actions ? Mais avant cela inversons la question et demandons-nous ce que font véritablement les musées, les salles de spectacle ou les festivals pour préserver la planète. Les lieux de culture, pressés par les circonstances, cherchent surtout à réduire leur facture énergétique en adoptant des ampoules LED, arrêtant d'éclairer une façade, chauffant moins, fermant plus...

Toujours est-il que la culture cherche plus à se sauver qu'à sauver la planète. « Prendre des mesurées en urgence, ce n'est pas ça la sobriété ! », s'agace Samuel Valensi, du *The Shift Project* un des auteurs de « Décarbonons la culture ! », publié en 2021 (avec David Irle, Anaïs Roesch).

Ce qui agace ces spécialistes, c'est que le débat énergétique masque le premier pollueur et de loin, devant les bâtiments : le public. Dans un rapport de 2021, le *think tank* britannique *Julie's Bicycle* estime que, pour les arts visuels au niveau mondial, 74 % des émissions viennent des déplacements des visiteurs, on pense au Louvre dont 99% des visiteurs viennent en avion.

Pour la culture, ce sont bien les transports – du public, des artistes, des œuvres – qui font du mal à la planète. C'est largement vérifié pour les gros festivals, où les foules accourent en voiture. Mais aussi pour les foires ou les biennales d'art... autant que des visites de sites patrimoniaux prestigieux. Et même, dans une moindre mesure, pour une partie des lieux de spectacle, où l'automobile est nécessaire. Mais, pour prendre la mesure des dégâts, encore faudrait-il connaître l'empreinte carbone (un indicateur parmi d'autres) de chaque établissement culturel.

Peu ont fait ce travail, pressentant peut-être un résultat désastreux et sans solution. Surtout, ils pensent que le public n'a pas à entrer dans le calcul de leur empreinte. Bruno Maquart, président de l'établissement Universcience, a résumé d'une formule le tabou du public pollueur dans la culture : « L'éléphant est dans la pièce et personne ne veut le voir. » Comment dire à un musée ou à un festival que le public est un problème alors qu'il est sa raison d'être, son combat et le socle de son modèle économique ?

Le rapport du Shift Project appelle à « faire circuler les œuvres plutôt que les visiteurs ». Le mot de « décroissance » n'y figure pas. Pour adoucir l'empreinte carbone des expositions, pièces de théâtre ou concerts le *think tank* invite à « diminuer, ralentir, relocaliser, renoncer »... A faire des expositions plus petites avec moins d'œuvres. A réduire la jauge des concerts et des festivals rock. A privilégier de rares déplacements longs pour les artistes.

Mais il me semble qu'il est nécessaire d'aller un peu plus loin que ces mesures purement factuelles. Les institutions culturelles participent à n'en pas douter au désastre environnemental autant que n'importe quelle autre activité humaine mais elles pourraient porter une responsabilité supplémentaire.

Si les jeunes activistes écologistes se servent des musées comme contexte à leurs actions médiatiques, c'est peut-être qu'ils désignent l'inaction symbolique des acteurs culturels ? Il n'y aura pas d'exception culturelle à polluer mais y aura-t-il un défaut d'agir du secteur ? Les prochaines générations pourront-elles reprocher au système culturel actuel son manque d'implication ? de discernement ? d'anticipation ? ou au contraire apprécieront-elles la prise en compte visionnaire du secteur de ce que sera un monde avec 3 degrés supplémentaires ? Ou encore apprécieront-elles l'aide précieuse que l'art à proposer afin de provoquer quelques idées pour retarder la fin du monde comme nous y incite Ailton Krenak....

De gré (parce que la société prendra les bonnes décisions à temps) ou de force (parce que le manque de ressources, particulièrement de pétrole nous y contraindra), les activités carbonées disparaîtront peu à peu de tous les secteurs de la société. Dans ce contexte, plus le secteur de la culture anticipera sa décarbonation, plus il sera résistant et plus il pourra continuer à se développer et à prendre une place importante dans nos vies.

Je reprends les mots de Guillaume Désanges, Président du Palais de Tokyo qui souhaite mettre en place un projet permaculturel à l'échelle de l'établissement.

« En tant qu'activité à la fois matérielle et symbolique, la culture doit et peut se transformer. L'idée n'est pas uniquement de limiter les impacts négatifs mais d'amplifier les impacts positifs ».

Il indique par là qu'au-delà de notre impact biologique, il s'agit pour ce secteur de travailler son impact sur les consciences, le *brainprint*. Cette influence sur les regards et les sensibilités dont le secteur artistique et culturel est dépositaire est fondamentale. Pour lui « il ne s'agit pas de craindre les utopies et les échecs, il s'agit de faire en sorte que nos activités ne soient pas un simple supplément d'âme mais des leviers de modification du réel, des manières de changer des vies avec nos moyens, c'est à dire des expériences sensorielles et inédites de formes dédiées créées par les artistes. Autrement dit modifier nos affects et les imaginaires avec comme horizon, plus que jamais changer d'horizon. »

Pour revenir aux conclusions moins philosophiques du *Shift project* : Si le secteur de la culture peut transformer nos imaginaires, il peut aussi transformer directement le réel : la culture peut contribuer, dès aujourd'hui, à la transition d'autres secteurs comme l'agriculture, le bâtiment, l'énergie, la mobilité, le numérique. Son lien étroit et majeur avec ces secteurs, dont elle dépend et qui interagissent avec elle, constitue une capacité : celle de **devenir un moteur de la transition**. Ce rôle lui appartient tout autant que sa propension à construire nos imaginaires et à changer notre vision du monde.

Les secteurs avec lesquels elle interagit vont devoir faire leur part. Mais une bonne partie de la décarbonation ne se concrétisera que **si les « utilisateurs » enclenchent le mouvement, deviennent eux-mêmes prescripteurs et organisent la transformation de la demande**.

L'objectif de ces séminaires qui s'organisent partout en Europe est d'appréhender les actions qui permettent de croiser les expériences et de s'organiser collectivement. Ce sont les actions concrètes et l'espoir qui sont les véritables antidotes contre la résignation et l'anxiété incapacitante.

En découle la question des leviers d'action : à quelle échelle agir – au global, au local, en réseau ? Mais aussi qu'est-ce qui inhibe l'action ? Quels indicateurs se doter pour répondre à quoi ? A quoi sommes-nous prêts à renoncer.

Pour Alexandre Monin, philosophe de l'anthropocène qui prône l'Ecologie du démantèlement : « Nous devons apprendre dé-innover ». Nous devons composer avec ce que l'auteur nomme des « communs négatifs », dont on ne peut faire fi et dont il va falloir collectivement prendre soin : ce sont des ressources matérielles ou immatérielles « négatives » (déchets, centrales nucléaires, sols pollués...), mais aussi des « héritages culturels ». Il faudra apprendre à vivre avec certains, à vivre sans les autres : pétrole, plastique, ou certains modèles organisationnels et économiques qui ont d'ailleurs produit ces crises. Pour gérer cet héritage, il est indispensable d'enquêter sur ces dépendances afin de déterminer celles qui doivent être abandonnées, redéfinies, voire démantelées.

Corollaire de cet héritage, et des « fermetures » nécessaires, se pose la question : à quoi sommes-nous prêts à renoncer pour « maintenir les choses précieuses à notre subsistance » ?

Face au vide stratégique en la matière. Il convient de poser les bases de protocoles collectifs de renoncement pour éviter l'apparition de projets déjà obsolètes. Cela passe par l'abandon de certaines innovations (« désinnover ») et activités, par l'émergence de nouveaux métiers, de nouvelles formes administratives... La transition écologique ne pourra en effet se faire sans ces choix et arbitrages : le verdissement des politiques publiques, la compensation, la seule optimisation ou encore la responsabilité sociétale des entreprises ne suffiront pas pour aligner organisations et territoires sur les limites planétaires.

Pour conclure, je reprendrai encore les mots de Guillaume Désanges dans son « Petit traité de permaculture institutionnelle »

L'urgence écologique est aussi une chance. Une chance de nous associer plus étroitement les un.es aux autres, à la faveur d'une globalisation qui n'est pas qu'économique mais aussi philosophique et

morale, Une chance de se connecter aux préoccupations d'une jeunesse consciente et active, qui nous pousse à revoir nos manières de faire, en nous rapprochant peut-être de nos désirs les plus profonds, ceux qui nous ont fait choisir ces métiers : intelligence, beauté, idéalisme, partage, bienveillance, exigence...

Comme nous y invite la permaculture, il s'agit de vivre mieux avec soi-même et avec les autres dans une forme de sobriété heureuse qui est aussi un principe de plaisir. Enfin, avec la permaculture institutionnelle, je retrouve l'étymologie de mon premier métier celui de « curateur », qui signifie prendre soin.

« Notre époque s'est spécialisée dans la création du manque; de sens pour la vie en société, de sens pour l'expérience de la vie elle-même. Cela engendre une très grande intolérance à l'égard de quiconque est encore capable d'éprouver le plaisir d'être en vie, de danser, de chanter. Et il y a plein de petites constellations de gens éparpillées dans le monde qui dansent, chantent, font tomber la pluie. Le genre d'humanité zombie que nous sommes appelés à intégrer ne tolère pas tant de plaisir, tant de jouissance de la vie. Alors, il ne leur reste, comme moyen de nous faire abandonner nos propres rêves, qu'à prêcher la fin du monde. Ma provocation concernant les idées pour retarder la fin du monde suggère très exactement ceci : développons nos forces à pouvoir raconter une histoire de plus, un autre récit. Si nous y parvenons, alors nous retarderons la fin du monde. » *Ailton Krenak*

Béatrice Josse,
Esch-sur-Alzette - 24 novembre 2022